

THE NEXT SOCIETY

INNOVATORS
SHAPING THE FUTURE
IN THE MEDITERRANEAN

POUR UN AGENDA POLITIQUE
D'INNOVATION



Projet
financé par
l'UNION EUROPÉENNE

CONTEXTE	1
OBJECTIFS D'UN AGENDA POLITIQUE D'INNOVATION	2
METHODOLOGIE REQUISE POUR UN AGENDA POLITIQUE D'INNOVATION.....	3
A. L'AGENDA NATIONAL DE DEVELOPPEMENT	3
B. CREATION D'UN PANEL NATIONAL DE PLAIDOYER.....	4
C. MONITORING ET EVALUATION	4
D. CAPACITES DE SUIVI	5

Contexte

THE NEXT SOCIETY est une communauté rassemblant des acteurs du changement engagés pour l'innovation et le développement économique. Elle rassemble des entrepreneurs, investisseurs, entreprises, ONG, centres d'innovation publics et privés, centres de recherche et de développement économique d'Europe et des pays méditerranéens. L'initiative est soutenue par la politique européenne de voisinage.

S'appuyant sur cette base, le mouvement entend favoriser la mise en réseau et la promotion de cette communauté, renforcer et coordonner les stratégies des acteurs nationaux engagés dans l'innovation, et enfin accompagner les innovateurs aux niveaux local et international.

Pour atteindre ces objectifs, THE NEXT SOCIETY lance un plan d'action quadriennal avec le soutien de l'Union européenne et de 30 partenaires opérationnels.

Désireux d'activer le changement à tous les niveaux, ce plan d'action s'articule autour de 4 composantes complémentaires.

Un travail d'amélioration du cadre politique sera abordé en premier lieu dans chaque pays méditerranéen, plaçant le secteur privé au cœur de la stratégie d'innovation. Ces travaux seront menés en s'appuyant sur le renforcement du dialogue public-privé, des analyses et des meilleures pratiques internationales en la matière, et des capacités d'actions spécifiques.

En parallèle, 3 « Booster Tracks » ciblant les innovateurs rassembleront des services de soutien dédiés, en fonction du type de bénéficiaire qu'ils ciblent.

Le Start-up Booster Track offrira ainsi un soutien sur mesure aux entrepreneurs par le biais d'événements de pitching, de formations, d'immersion dans les écosystèmes innovants de l'UE, de mentoring, de rencontres avec des clients...

Le Cluster Booster Track se concentrera sur l'apprentissage des clusters entre pairs et sur la diffusion de l'approche Cluster Excellence au travers de diagnostics, de voyages d'étude et séminaires de formation, de mentoring entre pairs, d'événements internationaux et d'ateliers interclustering.

Enfin, le TTO Booster Track répondra spécifiquement aux besoins des bureaux de transfert technologique en leur proposant d'être formés comme des entrepreneurs pour se rapprocher du monde industriel et de ses besoins et ainsi commercialiser leur offre. Ceci sera mis en œuvre par le biais d'échanges de bonnes pratiques, d'entraînement au pitch de leurs produits, de formations en marketing et de rencontres entre innovateurs et industriels.

Objectifs d'un agenda politique d'innovation

La recherche a mis en évidence les effets de l'innovation, notamment technologique, sur la croissance économique, l'optimisation industrielle, l'amélioration du bien-être social et la protection de l'environnement.

L'innovation est souvent définie comme le résultat de la recherche et développement avancée (R&D) conduisant à de nouveaux produits et services industriels, ainsi que comme le résultat de nouvelles méthodes de marketing ou d'organisation du travail dans les pratiques commerciales.

Dans un tel contexte, l'innovation doit créer des façons originales d'utiliser la technologie, sans nécessairement la posséder ou l'inventer. Ceci est particulièrement vrai pour la région Méditerranée, où l'innovation ne résulte pas nécessairement d'un développement de pointe ou de connaissances scientifiques. Au contraire, son potentiel de transformation peut être réalisé en s'attaquant aux problèmes locaux ou en améliorant les moyens d'existence des communautés.

Cette "innovation frugale" est encouragée par THE NEXT SOCIETY qui soutient les innovateurs qui développent des solutions contribuant à relever les principaux défis auxquels est confrontée la région et au-delà.

Un autre facteur limitant du potentiel d'innovation des pays MED est le cloisonnement des acteurs. Les écosystèmes d'innovation sont en effet en train de se structurer et leurs acteurs n'agissent pas toujours dans la même direction. C'est également vrai dans les sphères publiques où l'innovation est souvent la prérogative d'un ministère en particulier plutôt que de traiter cette question de façon holistique.

C'est pourquoi THE NEXT SOCIETY, dans son volet "Cadre politique", vise à améliorer les stratégies d'innovation et les écosystèmes dans les pays MED et a planifié différentes activités pour ce faire.

Les objectifs de ce volet sont les suivants:

- **Faciliter le dialogue public-privé-universitaire sur l'innovation et la compétitivité pour lancer de nouvelles politiques/initiatives et développer des synergies entre les politiques/initiatives existantes;**
- **Fournir un ensemble d'outils d'aide à la décision à la communauté de l'innovation pour appuyer son plaidoyer;**
- **Soutenir la formulation et la mise en œuvre de mesures politiques en matière d'innovation et de compétitivité.**

Cette composante de THE NEXT SOCIETY permettra de produire des résultats stratégiques qui seront mis en œuvre selon différents calendriers.

A court terme, les travaux menés devront produire des décisions susceptibles d'être mises en œuvre dans le cadre du plan d'action de THE NEXT SOCIETY (notamment à travers les Booster Tracks) alors qu'à moyen et long terme, les conséquences majeures de cette composante "cadre politique" seront prises en charge par les bailleurs de fonds publics dans le cadre des programmes bilatéraux de coopération ou de développement national.

Méthodologie requise pour un agenda politique d'innovation

La méthodologie proposée par THE NEXT SOCIETY fait office de lignes directrices pour soutenir la mise en place d'un cadre pour un agenda politique d'innovation basé sur les meilleures pratiques tirées de l'expérience des pays avancés, développés et émergents, qui ont réussi à mettre en œuvre des stratégies de rattrapage réussies et atteindre des niveaux élevés de développement technologique et socio-économique.

La plupart des éléments de cette méthodologie ont été empruntés à ESCWA¹, qui détaille dans son rapport intitulé *"Innovation Policy for Inclusive Sustainable Development in the Arab Region"* une proposition de cadre d'innovation pour les pays arabes.

ESCWA est l'une des cinq commissions régionales créées par les Nations Unies pour atteindre les objectifs économiques et sociaux énoncés dans la Charte des Nations Unies en favorisant la coopération et l'intégration entre les pays de chaque région du monde. Son but est de stimuler l'activité économique dans les pays membres, de renforcer la coopération entre eux et de promouvoir le développement. L'une des principales missions de la CESAO est de fournir un cadre pour la formulation et l'harmonisation des politiques sectorielles des pays membres.

Cette méthodologie est ici adaptée aux besoins et priorités des pays MED concernés.

A. L'Agenda national de développement

Commencer par la vision de la politique d'innovation du pays

Le programme d'action du cadre pour l'innovation devrait commencer par l'établissement d'une vision claire reflétant la volonté et l'engagement politiques, tout en répondant à des objectifs socioéconomiques plus larges qui répondent aux défis nationaux. Cette vision devrait être liée au programme national de développement. L'absence d'un tel lien créerait une incohérence dans la vision de la politique et/ou montrerait que les décideurs ne considèrent pas l'innovation comme un facteur contribuant au développement socioéconomique.

Le portage de cette vision à un niveau élevé souligne l'importance stratégique de la vision et augmente la probabilité que les administrations et les parties prenantes travaillent ensemble pour la réaliser.

Fonder l'agenda d'innovation sur le concept de système national d'innovation

Au cours de la première moitié du XXe siècle, des politiques publiques ont été spécifiquement mises en œuvre dans les pays développés pour améliorer la situation de la science, de la technologie et de l'innovation (STI). Le concept de système d'innovation est étroitement lié à la formulation de telles politiques publiques. Au cœur d'un système national d'innovation (SNI) se trouve un moteur central composé d'acteurs en interaction: secteur public, secteur privé, milieu universitaire, recherche et société civile.

Une politique spécifique à l'innovation, ou dans ce cas précis, un programme d'action pour un cadre d'innovation, est en effet largement déterminée par la nature des SNI qu'elle vise à réaliser et par les défis nationaux qu'elle souhaite relever. Il n'existe pas de définition unique d'un programme-cadre moderne pour l'innovation, car chaque pays a sa propre situation et ses propres priorités. Il existe des différences notables entre les pays développés et les pays en développement. Les pays développés dépensent beaucoup plus que les pays en développement pour la R&D, par exemple. Une autre

¹ United Nations Economic and Social Commission for Western Asia

différence réside dans le fait que le secteur privé des pays développés joue un rôle plus important dans les activités et les dépenses de R&D, en particulier en termes de percées technologiques qui se produisent principalement dans les entreprises privées. C'est pourquoi certains pays, en particulier en Asie, ont adopté des stratégies de rattrapage grâce à l'apprentissage technologique et à l'innovation, où les entreprises abordent leurs objectifs commerciaux en appliquant des connaissances nouvelles pour elles, même si ces connaissances ne sont pas nouvelles à l'échelle mondiale ou nationale.

Se fondant sur le cadre de ESCWA, ANIMA a recensé cinq grandes composantes des SNI qui appellent une attention particulière dans l'élaboration d'un programme d'innovation pour les pays MED. Ces composantes sont organisées en cinq groupes de questions liées à l'éducation et à la formation - y compris par l'intermédiaire de la diaspora -, à la recherche et au développement, au climat des affaires et au secteur privé, au cadre réglementaire pour l'innovation et, enfin, au soutien aux innovateurs.

B. Création d'un panel national de plaidoyer

Pour assurer la mise en œuvre d'un programme efficace du cadre d'innovation, la formation d'un comité directeur de haut niveau est nécessaire. Ce groupe superviserait la formulation de la feuille de route pour l'innovation, sa mise en œuvre, son évaluation et sa mise à jour.

Celle-ci s'articulera autour du concept du SNI en réunissant dans un "**panel de plaidoyer**" les principaux acteurs de l'innovation précisément pour travailler sur un programme cadre d'un agenda innovation à mettre en œuvre au niveau national. Ce travail consistera à renforcer le système national d'innovation, à favoriser la coordination entre les acteurs concernés et à créer/améliorer des instruments concrets de la politique d'innovation.

THE NEXT SOCIETY agira donc en tant que **Task Force** au niveau national pour faciliter le **dialogue public-privé-universitaire**, la diffusion de bonnes pratiques et le partage d'expériences sur **l'innovation et la compétitivité**.

Plus particulièrement, l'initiative entend renforcer le système national d'innovation et adopter des mesures appropriées pour améliorer le programme d'action en matière d'innovation et, dans la mesure du possible, en faire des services concrets aux innovateurs.

Afin d'atteindre ses objectifs et de garantir une approche durable et inclusive, le panel sera composé de représentants et d'investisseurs du secteur privé de l'UE et des États membres, des acteurs de l'innovation, des ministères concernés et de leurs agences, de la délégation de l'UE ainsi que d'experts universitaires. Certains talents expatriés de la diaspora seront également associés à ce travail.

Toutefois, en tant que groupe de travail de haut niveau, le panel de plaidoyer ne dépassera pas 18 acteurs nationaux et 7 experts et représentants de l'UE afin de maintenir une dimension opérationnelle.

Le groupe se réunira cinq fois entre début 2018 et décembre 2020. Les discussions et les travaux menés au cours de ces réunions seront organisés selon une **méthodologie orientée vers l'action** et appuyés par **des analyses** et des classements, des restitutions **d'enquêtes auprès des entreprises**, ainsi que des meilleures pratiques internationales et des **notes d'orientation politique**.

Après avoir défini des **mesures politiques prioritaires** pour soutenir l'innovation et la compétitivité, puis, leur traduction en activités opérationnelles, THE NEXT SOCIETY assurera des **missions d'assistance technique** menées par des experts internationaux pour assurer leur mise en œuvre.

C. Monitoring et évaluation

Le suivi et l'évaluation (S&E) devraient faire partie intégrante de tout programme ambitionnant la mise en œuvre ou le renforcement d'une politique d'innovation. Les indicateurs qui mesurent les politiques

d'innovation portent généralement sur les dépenses de R&D, l'innovation des entreprises, les exportations de produits de haute technologie et les brevets, ainsi que sur la qualité et le nombre de diplômés dans les disciplines techniques et scientifiques. Le choix des mesures les plus appropriées pour le suivi et l'évaluation dépend d'objectifs spécifiques et des moyens mis en place pour la politique d'innovation. Il n'existe pas de recommandation unique, en particulier en ce qui concerne les indicateurs d'impact et de résultats. Il convient de choisir des mesures pertinentes, mesurables et réalisables pour les objectifs et les priorités fixés par la politique. Dans tous les cas, les pays MED devraient améliorer leurs efforts de collecte de données statistiques pour les indicateurs liés à l'innovation. Dans le système de suivi, une distinction devrait être faite entre les indicateurs mesurant les progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme de politique d'innovation adopté, sur la base des objectifs proposés, et les indicateurs mesurant l'innovation au niveau national.

Dans le cadre de THE NEXT SOCIETY, un tel travail de création d'un système de suivi de l'innovation sera coordonné par le FEMISE. S'appuyant sur les acteurs de la recherche et de l'innovation des pays MED pour collecter les indicateurs, bases de données et statistiques existants, le FEMISE assurera un benchmark des cadres d'innovation, proposera des indicateurs de performance et assurera des analyses des forces et faiblesses du pays afin d'établir des outils d'innovation et de suivi personnalisés qui deviendront un ensemble personnalisé d'outils d'aide à la décision.

Les indices composites d'innovation permettent de comparer les pays au niveau international. Les classements qui en résultent doivent toutefois être traités avec une certaine prudence, car ils reflètent le plus souvent des questions pertinentes pour les pays les plus avancés. L'indice le plus connu pour mesurer l'innovation est le Global Innovation Index (GII). Le GI, cependant, pourrait ne pas être le meilleur indice pour les pays en développement, y compris les pays MED, pour diverses raisons.

De nombreuses organisations régionales et internationales travaillent ainsi depuis 2013 à la définition et à la mise en œuvre d'un tableau de bord de l'innovation pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA). C'est le cas du FEMISE qui, dans le cadre de TNS, travaille sur un tableau de bord spécifique méditerranéen qui sera présenté à l'occasion de la première réunion du Panel de plaidoyer dans chaque pays.

D. Capacités de suivi

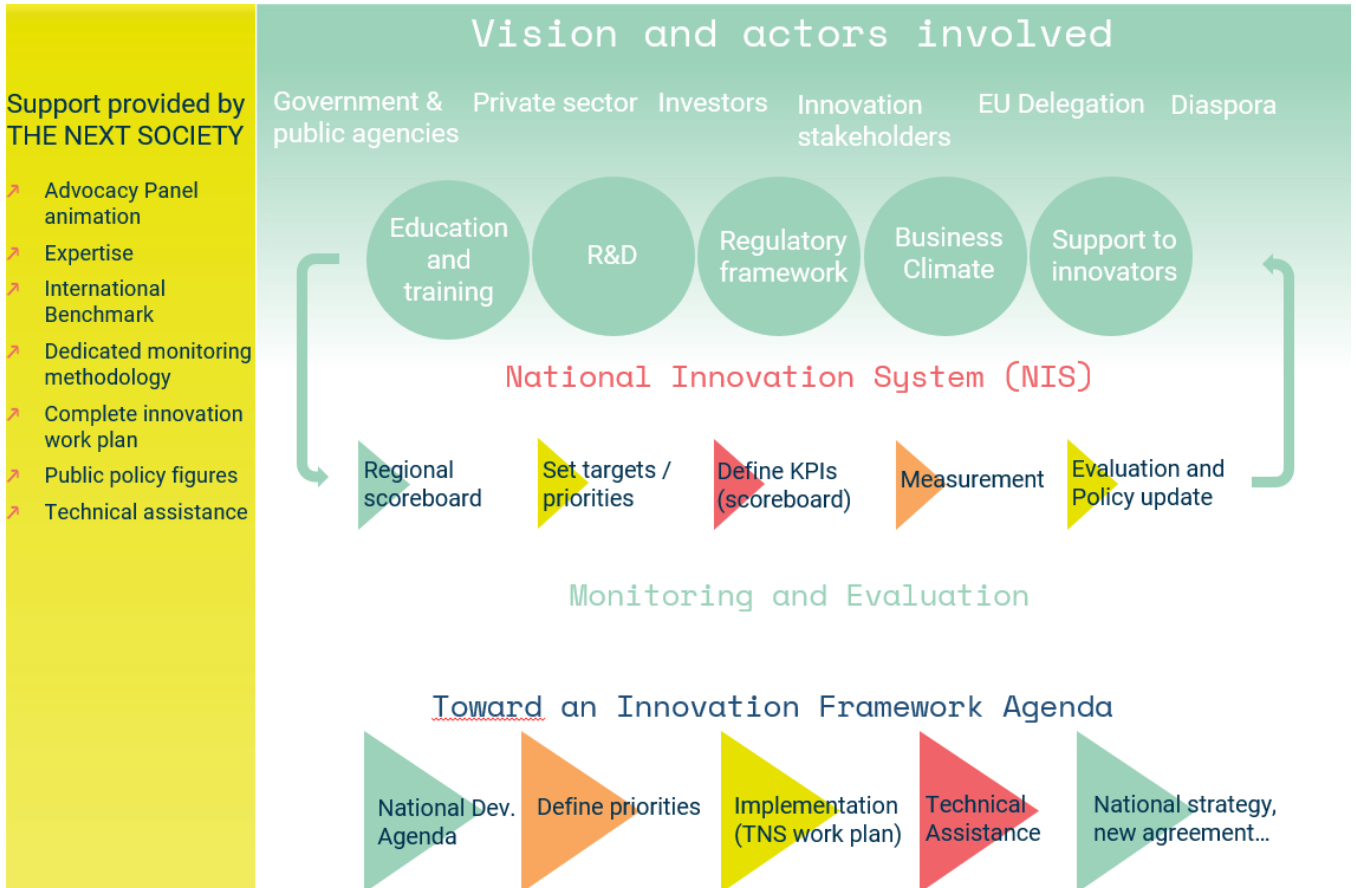
Le cadre pour un agenda politique d'innovation soutenu par THE NEXT SOCIETY produira des résultats mesurables à différents niveaux.

- A court terme, l'action de cet agenda prendra la forme de décisions ou de mesures opérationnelles qui seront mises en œuvre dans le cadre des activités du plan de travail de THE NEXT SOCIETY, notamment à travers les 3 Booster Tracks.
- A moyen terme, des résultats concrets seront obtenus grâce à l'assistance technique fournie par des experts internationaux pour mettre en œuvre les feuilles de route élaborées lors des réunions des panels de plaidoyer. Ces experts participeront aux réunions des panels de plaidoyer et seront chargés d'identifier les bonnes pratiques au sein de leur réseau afin de répondre aux besoins prioritaires identifiés par les membres du panel de plaidoyer.

Une telle assistance technique pourrait servir à attirer des IDE, améliorer le cadre légal régissant l'innovation, créer un mécanisme d'accès au financement....

ECSWA recommande que "les modalités de mise en œuvre soient déléguées à une autre agence ayant autorité sur les autres acteurs impliqués". Dans le cas de THE NEXT SOCIETY, cette assistance technique pourrait être placée sous l'autorité de la Délégation locale de l'Union européenne, du Premier ministre, du Conseil économique et social ou d'une fédération patronale.

- A long terme, l'action de l'agenda politique d'innovation soutenu par THE NEXT SOCIETY peut concerner une stratégie nationale ou des négociations inter-pays (accords de libre-échange, lois...). Ceci pourrait être initié en invitant des personnalités de la politique publique lors des réunions des panels de plaidoyer.



**Join
the
movement!**

 @TheNext_Society

 THE NEXT SOCIETY

www.thenextsociety.co

welcome@thenextsociety.co



Project funded by the
EUROPEAN UNION

ANIMA Investment Network
11 bis rue St-Ferréol,
13001 Marseille
France